

SOMMAIRE

Présentation	Etranges Racines du Présent	5
Pierre Bitoun	L'équivoque vichyssoise	11
L. Moreau de Bellaing	Une théorie qui sort de l'oubli : le solidarisme	37
Jean Jacques Amoyal	Etude critique de l'interprétation du système De Speenhamland par Polanyi	63
Jacques Weber	C = R-I, My God, My Gold (réflexion sur la portée du concept de consumption)	81
Alain Caillé	La rationalité économique n'existe pas	106
Almet Insel	Le MAUSS en l'An 2000	145

PRESENTATION ETRANGES RACINES DU PRESENT

Bien sûr, le nouveau ne saurait naître que de l'ancien et doit donc en porter les traces. Mais, à l'inverse, si il est nouveau, n'est-ce pas en ceci justement qu'il ne ressemble pas au passé et s'institue en rupture avec lui ? Notre représentation spontanée de l'histoire est volontiers discontinuiste. La Renaissance, pensons-nous, rompt avec le Moyen-Age comme la Révolution Française avec l'Ancien Régime et la modernité française d'après-guerre avec les archaïsmes pétainistes. L'Histoire, faisant des sauts, irait ainsi de mutations en mutations, de révolutions en révolutions. Mais, bizarrement, cette conception révolutionnariste de l'Histoire s'inverse aisément en son contraire, en une sorte de contemplation de l'éternel présent, aussitôt qu'elle s'imprègne d'évolutionnisme. Si les révolutions étaient nécessaires, appelées par la logique de l'évolution et du progrès, alors c'est que le passé a toujours été gros de l'avenir et que son point d'aboutissement, le présent, était contenu en germe dans l'origine. Dès l'origine des forces étaient à l'œuvre qui travaillaient à l'avènement de l'État et du marché modernes, au triomphe de la Raison. Quelle que soit leur ancienneté, ces forces sont nos contemporaines. Le présent a donc toujours existé. L'évolution historique ne serait que l'accentuation progressive de la déchirure entre une modernité toujours déjà présente et un archaïsme toujours déjà archaïque. Et ceci jusqu'à l'évanouissement final de l'archaïque dans un éternel présent enfin universel. Car seul ce qui était déjà moderne ab initio était en mesure d'engendrer le moderne. Cette mystique de l'autoengendrement, de l'immaculée conception de l'ère moderne est inséparable de l'image que celle-ci se donne d'elle-même. Car comment la modernité et la Raison pourraient-elles être modernes et rationnelles si elles proviennent de ce qui n'était ni moderne ni rationnel ?

Et pourtant il est clair, dès qu'on s'interroge sur les racines effectives du présent, que les choses ne se laissent pas découper avec cet absolu tranchant et que s'intervertissent, se mélangent et se brouillent à

loisir les pôles de l'ancien et du nouveau. La France moderne serait née, nous laisse-t-on entendre, de la liquidation des vieux démons de l'appel au terroir, à la tradition, à l'ordre, à la réaction, démons rassemblés par le régime de Vichy et exorcisés, à la Libération, par les incantations les pôles de l'ancien et du nouveau. La France moderne serait née, nous laisse-t-on entendre, de la liquidation des vieux démons de l'appel au terroir, à la tradition, à l'ordre, à la réaction, démons rassemblés par le régime de Vichy et exorcisés, à la Libération, par les incantations nouvelles à la productivité, à la croissance et au libre-échange mais comment, expliquer alors que certaines des pièces maîtresses du dispositif de l'État modernisateur et technocratique d'Après-Guerre aient été mises en place précisément sous Vichy ? Les historiens sont désormais bien au fait de ce paradoxe mais, nous dit **Pierre Bitoun**, ils en minimisent souvent la complexité en affectant de croire que le discours pétainiste serait pure rhétorique, simple effet d'illusion plaqué sur le mouvement réel de l'Histoire pour sa part, il se propose, au contraire, de montrer comment réaction traditionnaliste et progressisme technocratique se partagent fréquemment les mêmes esprits et s'articulent sur fond d'un imaginaire commun. Mais, après tout, le cas français n'a rien d'exceptionnel. C'est en exaltant les valeurs de son passé que le Japon s'est porté aux avant-postes de l'efficacité économique. Et c'est au nom de Dieu, de la prière et de l'ordre moral que l'Amérique reaganienne défriche l'ère informatique. Sans compter le gaullisme dont le discours rétro semble avoir constitué l'arme absolue pour rompre définitivement avec le passé. Peut-être pourrait-on regretter que **P. Bitoun** n'opère pas suffisamment cette mise en série du cas vichyssois dans un ensemble historique plus vaste et que, parfois, il suggère et montre plus qu'il ne démontre. Mais cette entreprise de monstration a le mérite de nous restituer de façon systématique de larges pans du discours pétainiste, bien inconnu aujourd'hui, et de lancer, ce faisant, un défi au MAUSS. Car la clef de voûte de la phraséologie pétainiste, ainsi que de l'ensemble de la pensée totalitaire d'avant-guerre, n'est-ce pas notamment, l'anti-utilitarisme ? Tous les fascismes sont anti-utilitaristes. Espérons que le lecteur n'en tirera pas, avec Zev Sternhell par exemple¹, la conclusion inverse, inverse et abusive, que tout anti-utilitarisme a vocation totalitaire.

1. « Ni Droite, ni Gauche », Ed. du Seuil.

Car, dans ce cas, il conviendrait de ranger la quasi-totalité de la pensée française depuis la Révolution (mise à part la lignée Constant-Tocqueville), voire la presque totalité de la sociologie et de l'anthropologie, dans cette mouvance totalitaire. De Saint Simon à Durkheim et Mauss en passant par Auguste Comte ou Fourier, de Maistre à Leon Duguit ou Mauras, c'est le même refus en effet qui s'exprime d'une société tout entière réduite au marché et au libre jeu des individualités anomiques. La véritable plaque-tournante de ce courant de pensée multiforme, aussi bien aux plans théorique que politique ou idéologique, celle qui dessine l'ethos caractéristique de la Troisième République et inspire directement, entre autres, l'école sociologique française, c'est la doctrine, bien oubliée elle aussi, d'A. Fouillée et L. Bourgeois, le solidarisme, dont Louis Moreau de Bellaing nous retrace la naissance et le destin².

Comment, telle est la question principale, insérer ou réinsérer les individus dans des ordres organiques dotés d'un minimum de cohérence et d'autonomie par rapport au marché et à l'État ? Cette question s'est vue frappée d'illégitimité radicale à la suite du destin funeste du corporatisme vichyssois. Encore faudrait-il ne pas l'oublier si on veut avoir une chance de comprendre quoi que ce soit aux débats politiques d'avant-guerre et aux cheminements étranges de la modernité. Car, au fond, la clé de l'énigme, la solution des paradoxes de la modernité, ne sont-elles que dans l'individualisme marchand ne peut véritablement s'épanouir que dans une société qui compense son atomisation par l'inscription des individus dans un ordre imaginaire suffisamment crédible, qu'il s'agisse de celui de la famille, de la classe, du parti ou de la nation ? Si Vichy modernise, en partie contre son gré, c'est d'abord parce que l'agriculture n'est pas vouée par nature à l'archaïsme et qu'à la vouloir vivace il faut bien la rendre plus productive et moins consommatrice de bras. C'est surtout parce qu'en visant à la reterritorialisation, Vichy réactive l'idéal de la nation et donne libre champ à tous les appareils d'encadrement qui permettent, au travail de la société sur elle-même de s'effectuer en servant, de

2. Cf. également des éléments sur le solidarisme in Jacques Donzelot « L'Invention du Social » Fayard, 1984.

médiateurs entre l'individu et l'Histoire. Inversement, dans le Tiers Monde, les volontés les plus modernisatrices des États tournent le plus souvent à vide, dans ce vide que l'État ne parvient pas à combler entre la société et lui-même³.

Que la reddition du rapport social au pur marché appelle par sa violence les contre violences inhérentes aux fantasmes de resocialisation nazis, fascistes ou communistes, c'est ce que suggère parfaitement K. Polanyi dans la « Grande Transformation ». Il démontre également que l'émergence du marché ne procède d'aucune nécessité inéluctable. Mais tant la conceptualisation que la datation qu'il propose du marché font problème. Polanyi, on le sait fait remonter à 1834, à l'abolition de l'Acte de Speenhamland qui, depuis la fin du XVIIIe siècle assurait aux britanniques nécessiteux le bénéfice d'une sorte d'impôt négatif avant la lettre, l'acte de baptême du marché véritable. Etrange télescopage là encore de l'ancien et du moderne, convient-il d'observer. Ce revenu minimal aujourd'hui accordé par certains des États les plus modernes, reposait sur des bases, nous montre Polanyi, profondément archaïsantes et rétrogrades. Mais l'Acte de Speenhamland a-t-il effectivement joué le rôle que lui prête Polanyi ? Sur ce point très mal connu en France, **Jean Jacques Amouyal** apporte des précisions importantes. Reconnaissons avec lui que Polanyi s'est beaucoup exagéré l'importance de Speenhamland. Ce qui n'ôte que peu à son intuition à laquelle, selon nous, J.-J. Amouyal ne rend peut être pas suffisamment hommage. Reste à élaborer une définition du marché moins lâche que celle de Polanyi et à revoir ses datations. Lui-même, d'ailleurs, ne nous incite-t-il pas, dans d'autres textes, à faire remonter l'apparition du marché moderne à la fin du Moyen Age, voire à la période hellénistique ?

3. Cf. par exemple l'analyse du cas turc par Cengiz Aktar et Ahmet Insel in « Une nation d'État », MAUSS, n° 7. La nation, cette entité collective étrange n'est peut-être pas autre chose que le mode remplissage et de structuration de ce vide qui sépare la société de l'État.

Contester l'éternité et l'universalité du marché conduit, au minimum, à plaider pour une économie politique non euclidienne et à mettre en cause les postulats centraux de l'économisme. Celui qui veut, par exemple, que l'essence de l'économie réside dans la production. C'est ce postulat qui faisait l'objet de la contestation principale de G. Bataille dont **Jacques Weber** nous offre ici une lecture qui propose de mettre la dépense au centre de la théorisation économique. Cette prise au sérieux de Bataille par un économiste est assez rare pour qu'il convienne de la saluer chaleureusement. Bizarrement, il s'agit là du premier texte publié sur G. Bataille dans le Bulletin du MAUSS dont pourtant nombre de lecteurs se réclament et s'inspirent, à notre connaissance. Souhaitons que ces lecteurs se fassent écrivains car il y a là un énorme champ (de bataille) de discussions à développer.

Bataille, on s'en souvient, ainsi que, plus récemment P. Bourdieu (quoique sur de toutes autres bases) appelait de ses vœux une économie politique généralisée. Une telle généralisation aurait-elle un sens ? Sans doute pas aussi longtemps que les économistes s'imagineront faire la théorie de pratiques ou de systèmes économiques rationnels. Il existe bel et bien des logiques économiques, ou plutôt monétaires. La recherche du gain monétaire peut être poursuivie, en effet, avec plus ou moins de cohérence. Mais rien ne permet d'affirmer qu'il soit « rationnel » de rechercher un gain monétaire de façon cohérente et ceci d'autant moins que ce que serait une rationalité économique est parfaitement indéfinissable. Après avoir suggéré, dans le numéro précédent, comment le rationalisme économique s'étayait, sur le mythe de la rareté matérielle, Alain Caillé en entreprend ici une critique interne en tentant de montrer que l'économie politique, lorsqu'elle prétend analyser la rationalité des acteurs ou des systèmes, est soit circulaire soit (et) autoréfutante. Ce qui laisse mal augurer de l'avenir de l'économie politique théorique à moins qu'elle ne consente à sortir de son splendide isolement, conceptuellement stérile, pour se confronter à la philosophie et aux autres sciences sociales.

Ce numéro débutait sur les ambiguïtés du passé et du présent. Il s'achève sur les perspectives d'un avenir radieux, celui que nous dépeint Ahmet Insel dans son compte rendu du Xe Congrès du MAUSS en l'An 2000, congrès qui témoigne sans équivoque de la victoire planétaire des idées du MAUSS. Plus que quelques années à attendre.

A. C